



# CARE demande un accord international ambitieux et équitable à la COP21 de Paris

## POUR CELA L'ACCORD DOIT PERMETTRE DE:

1. Limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Réduire radicalement les émissions liées aux énergies fossiles et accélérer la transition vers les énergies renouvelables.
2. Renforcer les capacités d'adaptation des personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées, tout en les aidant à faire face aux pertes et dommages inévitables.
3. Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables et les plus marginalisés.
4. Développer les financements destinés aux personnes vulnérables et marginalisées.
5. S'assurer que les actions de lutte contre le changement climatique respectent et promeuvent l'égalité des genres et les droits de l'homme.

## S'ATTAQUER À LA MENACE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR PERMETTRE UN DÉVELOPPEMENT POUR TOUS

Les causes et les conséquences du changement climatique sont le reflet d'une des plus grandes inégalités mondiales. Des milliards de personnes qui vivent dans la pauvreté – qui sont les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre – portent le fardeau des impacts du changement climatique.

À travers les pays dans lesquels CARE agit, les conséquences dévastatrices du changement climatique sont déjà en train de détruire et d'inverser les progrès réalisés en matière de développement. À mesure que les émissions augmentent, et les conséquences du changement climatique s'aggravent, la vision du monde que porte CARE - celle d'un monde d'espoir, de tolérance, de justice, dans lequel nous avons éradiqué la pauvreté et où les individus vivront avec dignité et en sécurité - est de plus en plus menacée. Les changements climatiques ne font qu'alimenter les injustices sociales et économiques, dont les inégalités de genre.

L'action internationale est très en retard par rapport aux actions nécessaires pour s'attaquer au changement climatique. Le sommet mondial sur le climat organisé par l'Organisation des Nations Unies (COP21) à Paris en décembre 2015 est un tournant décisif. La COP21 mettra à l'épreuve la capacité des gouvernements à accélérer les efforts mondiaux destinés à éviter les conséquences les plus graves du changement climatique.

## AGIR ENFIN POUR RÉDUIRE LES ÉMISSIONS

Les modes de production et de consommation non durables sont à l'origine du changement climatique, et renforcent les inégalités d'accès aux ressources naturelles. Pour éviter un scénario catastrophe lié au changement climatique, 80 % des réserves mondiales des énergies fossiles doivent rester sous terre. Malgré cela, chaque année, les gouvernements persistent à subventionner des infrastructures avec une forte empreinte carbone, pour des sommes pouvant aller jusqu'à des centaines de milliards de dollars<sup>1</sup>.

Malgré l'élan lancé par les récents engagements pour réduire les émissions, l'écart entre les promesses et les actions est frappant, et nous nous dirigeons dangereusement vers une augmentation de la température de trois degrés ou plus. Agir sur le changement climatique offre de nouvelles opportunités: un air plus pur, une santé plus durable, une nourriture meilleure et en quantité suffisante, moins d'inégalités et des moyens de subsistance plus sûrs pour les plus vulnérables. Des solutions énergétiques propres sont déjà disponibles et deviennent de moins en moins chères.

On accorde de plus en plus d'attention au financement de l'action climatique dans les pays en développement comme le montrent les engagements pris pour le Fonds vert pour le climat d'une valeur de 10 milliards de dollars. Néanmoins, il y a un écart considérable

entre les financements promis et les fonds reçus par les populations vulnérables des pays en développement destinés à les aider à s'adapter et à faire face aux pertes et dommages occasionnés par le changement climatique. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement, dans son Rapport « Global Adaptation Gap Report » estime que les coûts d'adaptation dans les pays en développement pourraient être deux fois, voire trois fois plus importants que les précédentes estimations, qui les situaient de 70 à 100 milliards de dollars<sup>2</sup>. Plus nous tardons à agir, plus les coûts de réduction des émissions et d'adaptation augmentent.

## CATALYSER L'ACTION MONDIALE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La conférence des Nations-Unies sur le climat, la COP21, doit marquer un tournant dans le combat international contre le changement climatique. L'accord de Paris sur le climat pourrait bien être notre dernière chance de s'entendre sur un accord à long terme juridiquement contraignant permettant d'éviter les conséquences les plus dramatiques des dérèglements climatiques. Cet accord doit permettre d'accélérer le développement des énergies renouvelables, d'accompagner la sortie des énergies fossiles et de renforcer l'adaptation aux changements climatiques.

L'accord sur le climat de Paris ne résoudra pas la crise climatique, mais il pourra catalyser l'action mondiale. Les gouvernements doivent agir courageusement afin de donner espoir et confiance à ceux qui subissent de front les impacts du changement climatique. Faire porter la responsabilité d'agir aux générations futures n'est pas une solution envisageable. C'est maintenant qu'il faut défendre la sécurité et le bien-être des hommes et de la planète.

Ce qui compte lors de la COP21, ce n'est pas seulement ce que vont décider ou pas nos gouvernements mais c'est également la possibilité pour chaque individu de mettre en valeur ce qu'ils font pour lutter contre le changement climatique. Il appartient à chaque gouvernement, chaque entreprise, chaque organisation et chaque être humain, à la fois individuellement et collectivement, d'agir. Nous n'avons pas de temps à perdre.

## 1. LIMITER LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE À 1,5°C. RÉDUIRE RADICALEMENT LES ÉMISSIONS LIÉES AUX ÉNERGIES FOSSILES. ACCÉLÉRER LA TRANSITION VERS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'accord sur le climat de Paris doit inclure un objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5°C – et pas seulement 2° – par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle, afin d'éviter des impacts climatiques irréversibles. Il doit aussi décliner cet objectif de limitation de la température en un objectif de transition énergétique. Il est demandé aux gouvernements de soutenir un objectif de sortie des énergies fossiles et de transition énergétique vers une énergie efficace et 100% renouvelable d'ici à 2050. Les subventions pour les

énergies fossiles doivent s'arrêter pour permettre cette transition. L'accord de Paris doit aussi mettre en place un mécanisme pour revoir les objectifs de chaque pays à la hausse au moins tous les cinq ans. En effet, malgré les efforts et contributions annoncés, nous sommes toujours sur une trajectoire de réchauffement de 3°.

## 2. RENFORCER LES CAPACITÉS D'ADAPTATION DES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES ET LES PLUS MARGINALISÉES, TOUT EN LES AIDANT À FAIRE FACE AUX PERTES ET DOMMAGES INÉVITABLES

Les dérèglements climatiques sont responsables de la multiplication des événements climatiques extrêmes: tempêtes, inondations, sécheresses et vagues de chaleur. Des changements plus lents sont aussi à l'œuvre: augmentation du niveau des mers, altération des saisons et du cycle de précipitations. Les êtres les plus pauvres et les plus marginalisés sont ceux qui souffrent le plus de ces changements, et ils ont de plus en plus de mal à y faire face. Les gouvernements doivent promouvoir des mesures pour encourager les communautés pauvres et marginalisées à renforcer leur résilience et leur capacité d'adaptation. Les gouvernements doivent s'accorder sur un objectif global d'adaptation et sur les principes suivants à respecter dans la mise en œuvre des actions: adaptation à base communautaire, égalité des genres et respect des droits de l'homme. Tous les gouvernements doivent prendre en compte les risques liés au climat dans leurs plans de développement, et régulièrement partager leurs informations concernant leur progrès et leurs plans avec la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

De plus, ils doivent reconnaître que des pays subissent des dommages et des pertes qu'ils ne pourront éviter même en réduisant les émissions et en s'adaptant et promettre de coopérer à ce sujet dans le cadre de la CCNUCC. Cela nécessitera notamment l'inclusion d'un appui financier supplémentaire des pays historiquement responsable des émissions de gaz à effet de serre sur ce sujet.

## 3. ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES ET LES PLUS MARGINALISÉS

Les changements climatiques ont des effets considérables sur l'agriculture et sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle plus largement. Selon de récentes prévisions, le réchauffement planétaire pourrait faire diminuer la production agricole de 2% tous les dix ans, et ce, pour le reste du siècle<sup>3</sup>. Le changement climatique affecte également la qualité et le prix de l'alimentation, ainsi que l'accès à l'eau potable. Ainsi, d'ici 2080, 600 millions de personnes supplémentaire pourraient souffrir de la faim<sup>4</sup>. Bien que l'agriculture et les changements d'utilisation des sols émettent une quantité importante de gaz à effet de serre, les gouvernements doivent s'assurer que les mesures prises pour réduire les émissions,

tout comme les mesures d'adaptation au changement climatique, protègent les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les droits des producteurs dans les pays en développement. Ces garanties devraient être inscrites dans l'accord de la COP21.

## 4. DÉVELOPPER L'AIDE FINANCIÈRE DESTINÉE AUX PERSONNES VULNÉRABLES ET MARGINALISÉES

Dans les pays en développement, l'insuffisance de l'aide financière aggrave les injustices liées au changement climatique. Les gouvernements des pays responsables des changements climatiques doivent s'engager à fournir une aide financière suffisante capable d'aider les personnes pauvres et marginalisées à faire face à ces conséquences. Les promesses de financement doivent permettre d'atteindre les 100 milliards de dollars annuels promis par les pays développés en 2009 auxquels doivent s'ajouter les contributions des autres pays qui en ont les moyens. L'accord de Paris doit utiliser cet objectif des 100 milliards par an comme un plancher et s'assurer que cet objectif augmentera. Des objectifs de financements publics doivent aussi être mis en place que ce soit pour financer l'adaptation et/ou les pertes et dommages en se basant sur les besoins identifiés dans les pays les plus pauvres. Les financements innovants comme le prix carbone ou les taxes sur les transports aériens ou maritimes doivent être promus.

## 5. S'ASSURER QUE LES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE RESPECTENT ET Promeuvent L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LES DROITS DE L'HOMME

Les inégalités de genre représentent un obstacle persistant et répandu, qui nous empêche d'aller vers un monde d'espoir, de tolérance et de justice sociale. CARE estime que lutter contre le réchauffement climatique et réduire les inégalités de genre doivent aller de pair pour mettre en place des solutions réellement durable. Pour garantir cela, dans l'Accord de Paris, les Etats doivent s'engager à respecter, protéger, promouvoir et réaliser les droits humains, y compris ceux des peuples autochtones, l'égalité de genre et la participation pleine et entière des femmes dans toute action de lutte contre le changement climatique.

---

Pour plus d'informations s'il vous plaît contacter:

Fanny Petitbon, CARE France Chargée de mission Plaidoyer;

Email: [petitbon@carefrance.org](mailto:petitbon@carefrance.org)

---

<sup>1</sup> <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15105.pdf>

<sup>2</sup> <http://www.unep.org/climatechange/adaptation/gapreport2014/>

<sup>3</sup> Porter, J.L. et al., 2014: Food Security and Food Production Systems. Chapter 7 of the IPCC 5th Assessment Report. [https://ipcc-wg2.gov/AR5/images/uploads/WGIIAR5-Chap7\\_FINAL.pdf](https://ipcc-wg2.gov/AR5/images/uploads/WGIIAR5-Chap7_FINAL.pdf)

<sup>4</sup> Warren, R. et al 2006. Understanding the regional impacts of climate change. Research Report Prepared for the Stern Review on the Economics of Climate Change. Tyndall Centre for Climate Change Research.

